

# Statement

Secretary of  
State for  
External Affairs



# Déclaration

Secrétaire  
d'État aux  
Affaires  
extérieures

90/37

SOUS RÉSERVE DE MODIFICATIONS

## "LE DÉFI AU-DELÀ DE L'ACCORD DU LAC MEECH"

NOTES POUR UNE ALLOCUTION DU

TRÈS HONORABLE JOE CLARK, C.P., DÉPUTÉ

SECRÉTAIRE D'ÉTAT AUX AFFAIRES EXTÉRIEURES

À L'OCCASION D'UN DÎNER BÉNÉFICE OFFERT

AU MISSISSAUGA GOLF AND COUNTRY CLUB

TORONTO  
Le 11 juin 1990

Affaires extérieures et  
Commerce extérieur Canada

External Affairs and  
International Trade Canada

Canada

Le monde a connu des changements spectaculaires cette année.

Le mur de Berlin est en ruine.

Le rideau de fer est levé.

Le bloc de l'Est n'est plus monolithique.

La guerre froide est révolue.

Partout en Europe centrale, en Europe de l'Est, en Amérique latine et en Asie, la démocratie et la libre entreprise font des adeptes et ouvrent de nouveaux horizons.

Nelson Mandela est libre et des pourparlers sont en cours pour mettre fin à l'apartheid.

Les Canadiens participent - et s'intéressent beaucoup - à ces changements. Dans certains cas, nous nous sommes battus pendant des années pour que se produisent ces changements - en contribuant à faire sortir des dissidents comme Danylo Shumuk des prisons soviétiques, en utilisant nos ambassades pour encourager Vaclav Havel en Tchécoslovaquie et Solidarité en Pologne, en dirigeant le Commonwealth dans la lutte contre l'apartheid. D'avoir contribué à abattre d'anciens régimes nous aura permis d'aider à en bâtir de nouveaux qui auront la liberté pour fondement et seront assez forts pour durer.

Un Canadien sur dix vient de pays situés derrière ce qui était le rideau de fer, et le Canada est en train à mettre au point un grand programme visant à créer des institutions démocratiques et des économies de marché en Europe centrale et en Europe de l'Est. Le Premier ministre a joué un rôle de premier plan dans l'obtention par l'Union soviétique d'un statut d'observateur au GATT. Il a aussi contribué pour beaucoup à réduire l'écart entre les dirigeants soviétiques et ceux du G-7 et de l'OTAN. En Afrique du Sud, nous avons lancé un programme visant à ce que les deux parties disposent des meilleures compétences juridiques et constitutionnelles dans les négociations pour mettre fin à l'apartheid.

Mais, nous autres Canadiens, nous avons également notre façon bien à nous de faire l'histoire.

Si l'Europe de l'Est et l'Afrique de Sud montrent que les mauvais régimes échouent et se désagrègent, nous autres Canadiens, nous montrons que les bons régimes fonctionnent pour peu qu'on veuille y mettre de la bonne volonté.

Pendant les sept jours et les sept nuits où les premiers ministres se sont côtoyés, j'ai eu, sur une période de quarante-huit heures, des entretiens privés avec les ministres des Affaires étrangères des pays de l'OTAN et des pays participant au processus d'Helsinki.

C'était un moment de la semaine où il semblait que les discussions sur le lac Meech risquaient d'échouer. J'ai parlé de nos problèmes à mes homologues de Hongrie, d'Allemagne, de Roumanie, des États-Unis, du Royaume-Uni et de Yougoslavie, et ils ne pouvaient pas croire qu'un pays aussi envié et respecté que le Canada puisse compromettre son avenir, particulièrement pour une question de différence de cultures, car c'est la marque du Canada, la réussite qui est admirée dans le monde entier, le succès que les nouveaux gouvernements en Tchécoslovaquie, en Union soviétique, dans l'Allemagne réunifiée et dans la nouvelle Afrique du Sud voudront imiter. Paul Desmarais a dit l'autre jour souhaiter voir les Canadiens montrer autant de respect pour leur extraordinaire pays les étrangers.

Et puis, samedi en toute fin de soirée, après une semaine de forte émotion et d'un extraordinaire savoir-faire, les onze premiers ministres du Canada signaient l'Accord du Lac Meech, réintégraient complètement le Québec au sein de la famille constitutionnelle, établissaient un programme pour d'autres réformes, et prouvaient que les aptitudes au compromis et au bon sens, que le monde reconnaît au Canada, avaient encore leur place.

Je voudrais m'attarder sur deux aspects de ce processus.

Le premier, c'est l'hommage qu'il convient de rendre aux qualités qui animent cette nation, et aux personnes qui appliquent ces qualités avec une telle compétence. Il est commun de critiquer les conciliateurs, et de glorifier les entêtés et les obstinés. Mais personne ne voudrait pourtant d'un Rambo pour diriger sa famille, son entreprise, ou son pays. D'ailleurs, durant l'année écoulée à travers le monde, nous nous sommes réjouis de la fin des régimes qui gouvernaient par décrets ou par la force. Ces qualités de conciliation sont la marque de fabrique du Canada, et elles n'ont jamais été plus évidentes qu'au cours de la semaine dernière. J'étais fier du premier ministre de ma province, Don Getty, qui tenait bon dans tout ce tumulte. Mais l'homme qui a rendu tout cela possible était celui qui présidait le débat. Brian Mulroney était au mieux de ses capacités, et a prouvé que la fermeté et la conciliation peuvent aller de pair.

Mais l'autre réalité du débat sur l'Accord du Lac Meech, c'est qu'il a permis de révéler un mécontentement - un malaise canadien - qui devrait nous alerter sur d'autres problèmes réels de la société canadienne. Cet Accord n'est pas parfait, car aucune entente constitutionnelle ne peut l'être. Mais il n'est pas imparfait au point de justifier la colère et la peur qui ont tristement marqué l'année écoulée au Canada. L'Accord du Lac Meech est devenu le paratonnerre de revendications dans toutes les régions du pays, et des gens qui s'entendaient sur bien peu de choses, ont trouvé une cause commune contre le Lac Meech. Je crois qu'il faut nous demander pourquoi cela est arrivé, et ce qu'il est nécessaire de faire maintenant en conséquence.

Pour mieux situer le problème, permettez-moi de revenir sur ce qui se passe dans le reste du monde. De profonds changements sont en cours - l'Europe, dont les nations se sont combattues pendant des siècles, s'apprête à former un énorme marché commun, qui suppose une intégration sociale et politique progressive.

L'Asie est d'un remarquable dynamisme économique - moderne, innovatrice, capable de mettre à contribution sa population et sa force pour modeler un monde que l'Europe et les Amériques ont cru un temps contrôler.

En Europe, à mesure que les vieilles tensions de la guerre froide se résorbent, de nouvelles tensions nationalistes apparaissent. Partout, les changements précipités suscitent des réactions extrêmes, que ce soit dans certaines religions, dans certaines régions, parmi des populations diverses qui se sentent menacées. Naturellement, le Canada n'est pas à l'abri de telles réactions.

Je crois que nous en sommes au stade, en tant que nation, où il nous faut examiner quelques données fondamentales nous concernant. L'évolution du pays a été plus rapide que notre adaptation au changement; et maintenant que l'Accord du Lac Meech a permis de reformer notre famille constitutionnelle au complet, il nous faut revoir, avec un regard neuf, quelle nation nous formons, et ce que nous voulons en faire.

Je voudrais ici proposer quelques remarques susceptibles de stimuler cette évolution.

Lors du référendum de 1980 au Québec, la question cruciale que devait se poser chaque Québécois, était la suivante: pourquoi devrais-je quitter le Canada? Mais avant les réunions de la semaine passée sur l'Accord du Lac Meech, la question que l'on se posait plus fréquemment était: pourquoi devrais-je rester dans le Canada?

Ces différentes questions reflètent l'évolution de trois réalités.

La première, c'est une transformation formidable et positive; c'est l'affirmation de la confiance et de la fierté des Canadiens français, la confirmation du fait qu'en de nombreux domaines, le Québec n'est pas simplement distinct, mais qu'il s'est distingué. C'est une réussite que traduisent les grandes réalisations québécoises, non pas en comparaison avec celles du reste du Canada, mais avec celles du reste du monde.

Que ce soit dans les affaires, les arts ou les corps professionnels, la réussite du Québec est indéniable. Les films de Denis Arcand ont été deux fois en nomination pour le prix du meilleur film étranger à Hollywood. Anne Hébert a remporté l'un des plus grands prix littéraires internationaux. Le Cirque du soleil attire un public considérable et enchante la critique à Broadway et à Los Angeles.

Dans le monde des affaires, Bernard Lamarre de Lavalin a décroché le contrat de construction du métro de Bangkok. Laurent Beaudoin de Bombardier, pour sa part, a obtenu le contrat de réfection du réseau ferroviaire de la ville de New York ainsi que le marché de construction de l'Airbus européen, qui vaut un milliard de dollars. La Power Corporation, les Caisses populaires Desjardins et les Papiers Cascades sont devenus des sociétés de grande envergure, dépassant le territoire québécois et les frontières canadiennes pour rayonner en Amérique du Nord et dans le monde entier.

Dans notre société si préoccupée par les choses "de calibre international", ces multiples réalisations d'hommes et de femmes du Québec en disent plus long que les discours des politiciens, et même que les vers des poètes.

C'est là un aspect de la réalité dont nous pouvons être fiers. Mais toute médaille à un revers. Je songe ici au ressentiment nouveau envers le Québec dont a donné l'exemple cette petite minorité de Brockville qui a foulé aux pieds le Fleur de Lisé, il y a quelque temps. Cet autre aspect de la réalité ne laisse pas d'être préoccupant non seulement à cause de sa nature, mais aussi parce qu'on croira à tort, au Québec, qu'il représente un courant plus généralisé.

Au demeurant, il existe une troisième dimension beaucoup moins remarquée mais beaucoup plus préoccupante : la perte de fierté, la perte d'identité chez ce qui s'appelle généralement "le Canada anglais".

Prenons comme exemple ma propre province de l'Alberta. Ainsi, en dépit du fait que le gouvernement a mis en oeuvre un programme qui tenait compte des revendications des Albertains - la fin de l'Agence d'examen de l'investissement étranger, la fin du Programme énergétique national, la privatisation de Pétro-Canada; des tarifs de transport des marchandises plus justes et un Accord de libre-échange, pour n'en énumérer que quelques-unes -; en dépit du fait que trois députés de l'Alberta, le Vice-premier ministre, le leader du gouvernement, Harvie Andre, et moi-même jouissons d'une certaine influence sur les priorités gouvernementales; et bien en dépit de tout cela, les Albertains n'ont pas l'impression de participer au gouvernement de leur pays. Ils ont l'impression que le gouvernement sert les intérêts des autres. Cette perception est particulièrement évidente dans l'Ouest, où elle suffit à garantir toute la carrière politique de certains, mais on la retrouve plus ou moins vivace un peu partout.

Aujourd'hui, les gens semblent penser que nos institutions nationales ne contribuent plus à résoudre les problèmes qu'ils jugent importants. Nos concitoyens ont de moins en moins confiance envers ces institutions - le Parlement, les partis politiques, certaines entreprises et même l'Église - qui cimentaient naguère notre société. L'intérêt national cède la place à une cacophonie d'intérêts spéciaux aux objectifs extrémistes, caractérisés par l'étroitesse d'esprit et l'intraitabilité.

Voici où je veux en venir. Pour que le Canada ait une véritable identité, nous devons le définir à l'aide d'un cadre de référence qui dépasse nos propres intérêts personnels et immédiats. À qui la faute? Pas aux groupes d'intérêts, car ils font ce qu'ils ont à faire. C'est plutôt à nos institutions nationales qu'il revient de forger une vision du Canada de demain et de la faire accepter par tous les Canadiens.

Car le manque de vision est un problème très grave qui touche la politique, le journalisme, le gouvernement, le monde des affaires et le monde universitaire.

Pis encore, ce malaise affecte le petit groupe de Canadiens qui oeuvre depuis longtemps en vue de définir l'identité nationale et l'intérêt national, en particulier les écrivains, les artistes et les intellectuels à l'extérieur du Québec.

La controverse entourant l'Accord du lac Meech a été marquée par l'absence à peu près totale de ces maîtres à penser. Il est remarquable que, en cette période où la séparation du Québec semblait beaucoup plus probable qu'en 1980, les représentants traditionnels de l'identité canadienne-anglaise soient pour la plupart restés généralement muets, s'il n'étaient pas carrément opposés à un accord qui ramènerait le Québec dans le giron constitutionnel. Ce sont donc les politiciens et les personnes munies d'un télécopieur qui ont pris la relève. Voilà un grave symptôme de l'atrophie spirituelle du Canada non québécois.

Pourquoi en sommes-nous là? Comment se fait-il que, constamment courroucé envers le Québec, le reste du Canada semble avoir perdu sa propre identité? Pourquoi a-t-on parfois l'impression que la grande question ne concerne pas la séparation du Québec, mais plutôt la séparation des différentes régions du Canada, ou encore que notre passé nous échappe?

Une des raisons est que nous ne savons pas ce que nous sommes devenus et, du fait même, nous avons laissé notre pays aller à la dérive, bercés par d'anciennes illusions et fermant la porte à la nouvelle réalité du Canada et celle du monde dans lequel nous devons survivre et prospérer.

L'image que nous avons du Canada repose sur des faits qui ne sont plus d'actualité. Le pays a évolué, mais nous le voyons comme il était autrefois. Et nos institutions n'ont pas changé. Voici quelques exemples.

En 1955, plus de 80 % de nos immigrants venaient de l'Europe ou des États-Unis. En 1988, cette proportion était de 29 %. Aujourd'hui, 43 % de nos immigrants viennent d'Asie, 14 % des Antilles et de l'Amérique latine et 14 % de l'Afrique et du Moyen-Orient. Depuis douze ans, l'Asie nous donne plus d'immigrants que l'Europe, ce que nous sommes à même de constater dans la vie de tous les jours. Or, il n'y a que deux députés fédéraux "non blancs", et les gens de couleur occupent un pourcentage beaucoup moins élevé des postes de commande dans les secteurs privé et public que ne le justifie leur nombre.

La situation est un peu meilleure dans le secteur du bénévolat et des services communautaires. Il reste cependant que la société canadienne, pour multiculturelle qu'elle soit, continue de reposer sur des paramètres dépassés.

En 1960, 28 % des Canadiennes étaient sur le marché du travail; en 1989, cette proportion dépassait 58 %. Pourtant, la discrimination contre les femmes demeure vivace et systémique. D'ailleurs, j'ai honte de dire que, dans mon propre ministère, on ne comptait que deux femmes parmi les 30 cadres nommés récemment à des postes de haute direction. Du côté de la diplomatie, une seule femme a été chef de mission auprès des pays du Groupe des sept, M<sup>me</sup> Jean Wadds, à Londres. Sur un autre plan, les récents débats sur l'avortement et sur les garderies ont mis en relief le net clivage d'opinions entre les hommes et les femmes, clivage que l'on retrouve aussi ailleurs, par exemple lorsqu'il s'agit de guerre et de paix. En vérité, nos institutions ne sont plus le reflet de notre population.

Nous avons aussi une autre lacune, soit celle de n'avoir pas su reconnaître les fondements de notre prospérité, de sorte que nous ne savons pas trop comment façonner notre avenir.

Certains Canadiens, notamment des politiciens très en vue, continuent de se comporter comme si notre économie était fermée, comme si l'économie canadienne ne reposait pas sur le commerce avec tous les autres pays. C'est dans une proportion de 30 % que notre économie dépend aujourd'hui du commerce, ce qui représente 2,4 millions d'emplois directs. Pour le Canada, le commerce n'est pas une option; il est vital.

Pendant toute la décennie 70, on a pu entendre des dirigeants canadiens prononcer de bien belles paroles sur la place du Canada dans le village planétaire. Mais ces mêmes dirigeants sont allés dresser des murs autour du Canada. Ils ont inventé une Agence d'examen des investissements étrangers et un Programme national de l'énergie. Ils ont laissé la dette atteindre des niveaux épouvantables. Certes, ils avaient des raisons d'agir ainsi, et je ne contesterai pas la sincérité de leurs intentions, mais ils se comportaient comme si le Canada pouvait se tenir à l'écart des changements qui étaient en train de transformer le monde.

Ces attitudes n'ont pas complètement disparu. On les rencontre à l'occasion de débats sur le commerce extérieur. Pendant toute la durée du débat sur l'Accord de libre-échange, des critiques furent adressées au gouvernement pour lui dire qu'il devait miser sur le GATT, l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce, plutôt que sur un accord de libre-échange. Mais ces derniers mois, lorsque le GATT s'est prononcé contre le Canada - sur le saumon et le hareng, ainsi que sur le vin - les mêmes opinions critiques demandaient: "ne tenez pas compte du GATT; défendez le Canada; ne laissez pas le GATT faire disparaître des emplois canadiens". Ces Canadiens sont prisonniers d'une vieille illusion, d'une vieille hypothèse qui ne s'applique plus. Nous ne pouvons pas choisir les périodes qui nous conviennent pour satisfaire à des obligations internationales.

Nous ne pouvons pas nous exclure des règles internationales lorsque les décisions rendues ne nous satisfont pas. Ces règles ne sont pas faites pour être contournées.

Examinons maintenant une autre donnée économique, et une autre vieille hypothèse dont il faut nous débarrasser. Nous avons encore tendance à nous voir comme un pays d'usines et de fermes. Mais en 1988, le secteur agricole ne représentait plus que 3,6 % de l'emploi au Canada, et le secteur manufacturier s'établissait à 25 %. Plus de 70 % des emplois canadiens étaient attribuables au secteur des services. Il s'agit là d'une transformation économique d'une portée considérable.

Et pourtant, voyez quelles sont les réactions à la nouvelle taxe de vente fédérale. La taxe actuellement en vigueur - sur les produits manufacturés - avait été conçue en fonction d'une économie dominée par le secteur de la fabrication. Cette prédominance n'existe plus. Pour que le gouvernement puisse augmenter les recettes afin de réduire le déficit et financer des programmes, la taxe de vente qu'il instaure doit être fonction de l'économie du pays. C'est pourquoi la TPS abaisse le taux de taxation et étend sa portée, de manière à inclure le secteur des services.

Cela me paraît d'une grande simplicité. Bien entendu, personne n'aime les taxes. Les politiciens sont rarement élus à cause de leur position sur les taxes, à moins que ce ne soit pour les abolir. Mais puisqu'il faut que les taxes existent - pour financer des programmes, abaisser le déficit - que ce soit des taxes qui aient du sens, qui tiennent compte de l'évolution de l'économie canadienne. Il est ridicule de vouloir conserver une taxe qui repose sur un secteur manufacturier dont l'importance décroît, et de conserver une taxe qui pénalise les négociants canadiens alors que le Canada est une nation commerçante. Mais les vieilles illusions et les vieilles hypothèses font encore obstacle au réalisme et au bon sens.

Que ce soit dans le domaine économique, celui des droits linguistiques ou celui des relations interethniques, de nouvelles attitudes et de nouvelles perspectives demandent à être équitablement prises en compte. En revanche, les anciennes attitudes sentent qu'elles sont remises en question, et livrent alors un vigoureux combat d'arrière-garde. C'est la raison pour laquelle l'Association for the Protection of English in Canada est revenue se placer directement sous les feux de l'actualité, avec le concours de la CBC. C'est la raison pour laquelle les partis politiques ont été formés autour du thème de "l'héritage".

Je participais il y a cinq jours à une réunion de l'OTAN à Tumberry, en Écosse. À cette occasion, le ministre britannique des Affaires étrangères, parlant de l'OTAN, a déclaré: "nous devons être les gardiens de ce que nous avons accompli, mais nous devons également en être les réformateurs". Je lui ai envoyé une note disant: "au Canada, nous appelons cela être progressiste conservateur" - et la nécessité d'avoir ce type de réaction au Canada ne s'est jamais si bien fait sentir.



Pour savoir où nous devons aller, nous devons savoir où nous sommes et d'où nous sommes venus. Nous ne devons jamais oublier que l'existence de notre pays n'est pas acquise. Que notre histoire a été un acte continu d'affirmation. Que l'édification du Canada a été accomplie alors que tout jouait contre elle - facteurs géographiques, économiques et démographiques. Que gouverner cette communauté appelée Canada exige beaucoup de soins. Que notre pays ne supportera ne tolérera pas le laisser-aller ni l'intolérance. Le Canada ne fonctionnera pas si nous vivons dans deux solitudes, ou dans dix ou dans cent. Pour échapper à cette situation, il n'y a qu'une façon : connaître la société que nous formons et renoncer à la nostalgie de ce que nous étions autrefois - ou pensons que nous étions. Des centaines de milliers de Canadiens se moquent de leur capitale nationale sans avoir jamais vu la Tour de la Paix. Il y en a encore davantage qui se moquent des Québécois sans jamais avoir mis les pieds au Québec ni parlé à ses citoyens. Des Canadiens du Centre, beaucoup d'entre eux, qui ne sont jamais allés au-delà de la frontière manitobaine, envisageant encore un autre voyage à Miami, à Londres ou à New York. C'est une chose que d'être en désaccord avec d'autres Canadiens, c'en est une autre que de ne les avoir jamais rencontrés et de n'avoir jamais connu leur milieu de vie.

Notre âme nationale souffre d'un mal inquiétant. Il s'agit d'une profonde complaisance, voulant que la belle vie que nous avons vécue se poursuive. Mais notre bonne fortune ne va pas de soi - elle n'est pas garantie. Dans ma famille, trois générations ont peiné et prospéré en Alberta. Mais nous n'avons pas mis le pétrole dans le sol, et personne ne peut assurer que nos enfants hériteront d'un royaume aussi pacifique que celui dans lequel ils ont grandi. Le monde a connu d'autres communautés sereines qui se sont écroulées lorsque la colère et l'antagonisme sont peu à peu devenus contagieux. Et le monde a connu des économies, autrefois riches, qui se sont appauvries par complaisance et inaction.

Ce serait une tragédie que de permettre cela ici.

Le nouveau cliché veut que le Canada soit une solution à la recherche d'un problème. En fait, nous avons des problèmes, sérieux dans leur contexte, mais nous avons également un remarquable passé de réussites - de solutions.

Nous devons mettre fin à la complaisance canadienne.

Nous devons cesser d'ériger des murs entre nous pendant que, dans le monde entier, on en abat tous les jours.

Nous devons regarder au-delà de la Constitution proprement dite et nous concentrer sur la façon de construire un pays moderne, dynamique et diversifié.

Nous devons commencer à nous définir par ce que nous sommes et par ce que nous pouvons devenir.

Et nous devons apprendre à rêver de nouveau - à voir ce que ce pays extraordinaire peut devenir dans un contexte si riche en défis et en promesses.

Les passions et les compétences qui ont mené à la signature de l'Accord du lac Meech prouvent que nous nous soucions de ce pays extraordinaire. Mais la colère que ce débat a soulevée montre qu'il faut remodeler notre idéal canadien - définir notre communauté nationale selon ce que nous sommes aujourd'hui, selon ce que nous pouvons devenir - différents, tolérants, talentueux, respectueux de nous-mêmes ainsi que des autres.